



La grande retraite russe.

Krylenko attendait à la gare. Il vit la scène brutale, mais même s'il avait voulu l'empêcher, son influence n'aurait pas suffi à éviter le massacre. Dans un rapport il dit qu'il avait essayé de protéger Doukhonine. Dans un prikase privé il condamna l'attentat et dit que « l'étendard révolutionnaire » ainsi souillé « des faits de ce genre méritent le blâme le plus sévère... »

Mais ainsi Krylenko devint maître de la Stavka. Dans l'armée il n'avait donc plus à craindre d'opposition à ses plans de paix. Il était alors âgé de 32 ans. Il était né, en effet, le 2 mai 1883 à Bielom, dans le gouvernement de Smolensk. Il fit ses études au lycée de Lublin et en sortit en 1903. En 1906, il dut s'enfuir par deux fois de Pétrograd, étant poursuivi pour avoir tenu des meetings. Arrêté, il fut jugé avec 51 autres bolchévistes et acquitté. Il fit ensuite son droit à Lublin. En juin 1913 il fut arrêté à nouveau et envoyé pour deux ans à Kharkow. Deux semaines avant la déclaration de guerre, il filait en Suisse où il resta un an. Revenu à Moscou, il fut arrêté de nouveau, renvoyé à Kharkow et, six mois après, envoyé au front comme praporchtchik. En 1917, il fut arrêté par Kerenski et relâché par ordre de Verkhovski. La révolution d'octobre lui donna le poste de commissaire à la Guerre et peu après celui de généralissime.

Lénine et Trotsky avaient souffert de la persécution sous l'ancien régime.

Lénine était né le 10 avril 1870 à Simbirsk. Son père y était chef des écoles populaires. Pendant ses études à l'Université de Kazan, on pendit son frère qui avait conspiré contre Alexandre III et lui-même fut chassé de l'Université où il avait étudié le droit.

En 1892 il fit beaucoup de propagande pour le socialisme à Pétrograd. Il avait beaucoup d'influence parmi les ouvriers. On ne le laissa donc pas très tranquille sous le régime tsariste.

En 1895 on le condamna à deux ans de prison, puis il fut exilé en Sibérie.

Plus tard il parvint à gagner l'étranger et y édita des journaux dans lesquels il parla évidemment de la nécessité de réformes à introduire en Russie. Il avait résolu de pousser la chose bien loin et devint le chef d'un parti maximaliste, c'est-à-dire bolchéviste.

En 1905 il était en Russie et prit part à l'insurrection. Celle-ci ne réussit pas et Lénine dut s'enfuir. En Suisse il fonda de nouveau des journaux russes. Il mit au point des plans de réformes et attendit le moment propice de l'exécution de ces plans qui devaient faire triompher ses idées.

Il retourna en Russie lorsque éclata la révolution en mars 1917.

Kerensky était trop faible à son égard.

Nous savons que Lénine était le leader des extrémistes, les bolchévistes. Il combattit donc la politique de Kerensky et les journées d'octobre le mirent finalement à la tête du gouvernement comme nous le disions plus haut.

En 1901 Bronstein Trotsky, qui fit ses études à l'Université d'Odessa, avait été, lui aussi banni en Sibérie, à cause de son action politique.

Il s'enfuit pendant la première année de son exil et se fixa à Genève. Il était alors le rival de Lénine, il n'était donc pas un bolchéviste, mais un modéré ou menchéviste. Ce ne fut qu'après un séjour à Paris, puis à Vienne qu'il inclina vers le bolchévisme. Sous le régime Kerensky il fut arrêté et mis en prison, mais bientôt sonna pour lui l'heure non seulement de la délivrance mais même celle de la puissance.

L'autorité des meneurs bolchévistes s'était consolidée par la suppression de Doukhonine.

Et cependant, le 6 décembre parut encore dans la



Le Grand duc Michel Alexandrowitch.

«Rouskoi Slovo» un appel de Kerensky à l'armée, bien que personne ne parvint à savoir où se tenait l'ex-chef du gouvernement.

Aux soldats,

Revenez à vous! Ne voyez-vous pas qu'on a profité de votre simplicité pour vous tromper honteusement? On vous a promis la paix avec l'Allemagne au bout de trois jours et maintenant les traîtres n'en parlent plus (??— ils n'en parlent que trop au contraire!). Sur toute la terre russe a coulé le sang de vos frères. On a fait de vous des meurtriers, des «opritchniki». Nicolas II peut relever fièrement la tête, jamais de son temps n'eurent lieu de telles horreurs. Même les spadassins des pires époques de notre histoire ont été surpassés par les «opritchniki» de Trotski.

On vous a promis du pain, mais l'horrible famine a déjà commencé à régner et bientôt vos enfants comprendront qui est la cause de leur mort. On vous a promis le règne de la liberté, le règne du peuple travailleur. Où est-elle cette liberté. Elle est profanée, avilie; une bande d'insensés, d'aventuriers et de traîtres étouffent la liberté, trahissent la révolution, ruinent notre pays.

Revenez à vous, vous tous qui avez encore un reste de conscience, qui êtes encore des hommes! Soyez des citoyens; ne portez pas de vos propres mains un dernier coup au pays et à la révolution pour laquelle vous avez combattu pendant huit mois. Séparez-vous des insensés et des traîtres. Revenez au peuple, revenez au service du pays et de la révolution.

C'est moi qui vous le dis, moi, Kérenski, que vos meneurs ont déclaré korniloviste et contre-révolutionnaire, mais que les kornilovistes ont voulu livrer au déserteur Dybenko et à ceux qui sont avec lui. Pendant huit mois, par la volonté de la démocratie révolutionnaire, j'ai défendu la liberté du peuple et le bonheur futur des masses travailleuses.

De concert avec les meilleurs hommes de la Russie, je vous ai conduits aux portes de l'Assemblée constituante, c'est seulement maintenant, que règnent les violences et les horreurs de l'arbitraire de Lénine et de la double dictature Lénine-Trotski, qu'on voit que le temps où j'étais au pouvoir était celui de la vraie liberté, le temps où la démocratie dirigeait réellement, respectant

la liberté de chacun défendant l'égalité de tous et luttant pour la fraternité des travailleurs.

Revenez à vous immédiatement, sinon ce serait trop tard et l'Etat périrait.

La famine, le chômage détruiraient le bonheur de vos familles. Revenez à vous!

A. KERENSKI.

La publication de cette lettre était une manœuvre malhabile de la part de Kérensky, surtout lorsqu'il parle de la constituante dont il avait continuellement différé la formation, quoique elle lui eût été d'un grand secours; les élections allaient le lui démontrer.

Car la majorité du peuple approuvait sa politique plutôt que celle de bolchévistes, mais on attendait en vain son entrée en action.

A quoi bon encore un appel au peuple? Le parti qui détenait le pouvoir l'avait acquis par la promptitude de son action, lorsque le temps de la propagande était passé. Et ce ne serait pas par un appel dans un journal qu'on lui arracherait ce pouvoir.

Le sort tragique de Doukhonine, dont l'ordre du jour aux armées devait certes faire plus d'impression sur ce peuple que l'appel de Kérenski, en était une preuve évidente.

Dans un appel postérieur Kérensky fit connaître aussi qu'il n'avait nullement donné sa démission comme membre du gouvernement provisoire, mais que des circonstances extérieures qu'il expliquerait plus tard, l'avaient forcé à renoncer aux fonctions de président de ce gouvernement.

## L'ARMISTICE EST CONCLU

Nous apprenions donc que le 2 décembre les délégués se rencontraient pour engager des pourparlers en vue de l'armistice à conclure.

Ce jour à 2 heures de l'après-midi, les parlementaires russes rencontrèrent les délégués allemands, autrichiens, bulgares et tures à la gare de Wilna.

Les délégués russes étaient: Joffé et Kameneff, des chefs bolchévistes, Oboukoff, un travailleur, Stackoff, un paysan; Olitch, un matelot et Bielakoff, un soldat. Ils étaient accompagnés de conseillers techniques militaires et d'un secrétaire.

Les centraux avaient désigné Léopold de Bavière comme directeur des pourparlers: il se fit représenter par le général Hofmann.

Quelles devaient bien être les impressions des délégués des centraux pendant leur voyage avec les délégués russes, à Brest-Litovsk.

Ils étaient évidemment conscients de leur supériorité. Ils avaient fait tout leur possible pour désorganiser les troupes russes qui leur étaient opposées. Et ils étaient parfaitement certains que dans leur marche en avant éventuelle ils ne rencontreraient plus guère de résistance.

Et c'est ici, à l'Est, qu'ils espéraient gagner la guerre à l'Ouest, non pas par la force des armes sur le front Est, mais, par ces pourparlers de paix. Et ils se disaient certainement: «Si nous parvenons à vaincre à l'Ouest, les Russes n'auront eux aussi qu'à se soumettre».

Et puis, il y avait encore une autre chose possible.

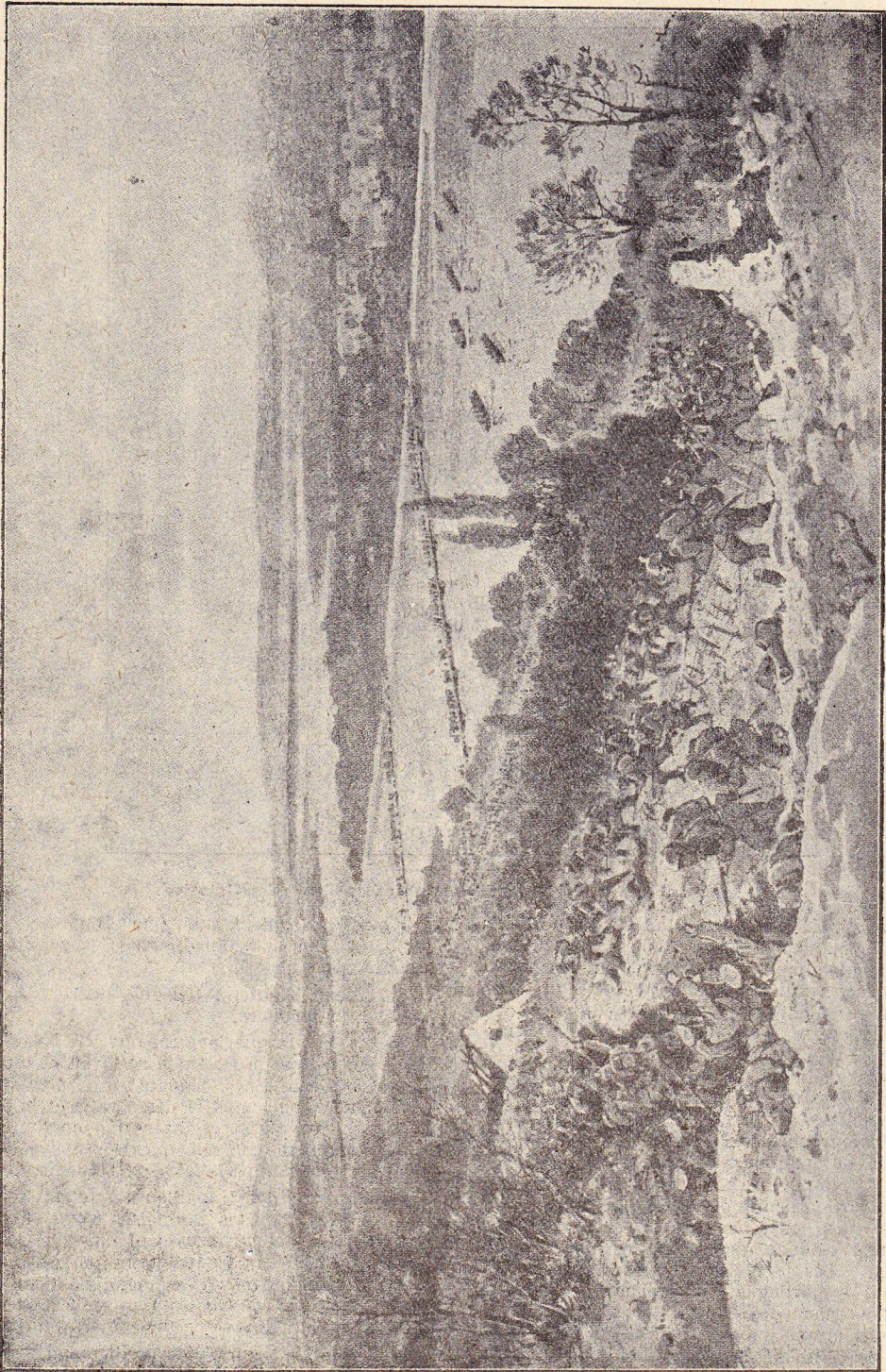
La paix en Russie pourrait influencer les pays alliés et leur faire éprouver un désir de paix. Ils pourraient peut-être alors espérer une paix sur la base de «ni vainqueurs ni vaincus».

Les Russes posèrent avant tout deux conditions fondamentales: d'abord, défense formelle pour les centraux de transporter des effectifs du front Est sur le front Ouest; ensuite, abandon des îles de Moarisund par les troupes des centraux.

Les Allemands ne voulurent absolument rien entendre concernant cette dernière condition; ils la nommèrent une condition impossible; pendant un armistice accordé par un parti non vaincu ce dernier n'évacue pas des points occupés par ses troupes.

Ils auraient à tenir conseil au sujet de la première condition.

Enfin, après de longs pourparlers on fit une conven-



L'Armée de Von Linsingen traverse le Dniestr.

tion; on cesserait les hostilités du 7 décembre à midi jusqu'au 17 décembre à 2 heures de l'après-midi. Chaque parti pouvait recommencer les hostilités après préavis de trois jours.

L'armistice régnerait sur terre et sur mer entre la Baltique et la Mer Noire et sur le front russo-turque en Asie.

On détermina une ligne de séparation entre les deux partis; elle serait constituée par le front de ce jour.

Puis on décida de remettre les conversations au 12 décembre.

Entre temps, Lénine et Trotsky continuèrent leur propagande pour la paix dans les pays belligérants. Ils firent un appel aux soldats allemands leur demandant

dé quitter aussi le front pour répandre à l'intérieur des idées de paix; ils promirent que pendant ce temps les soldats russes n'avanceraient pas d'un pas.

On comprend facilement combien les généraux allemands durent se moquer de ces conseils. Et cependant il y eut un parti qui penchait vers la paix.

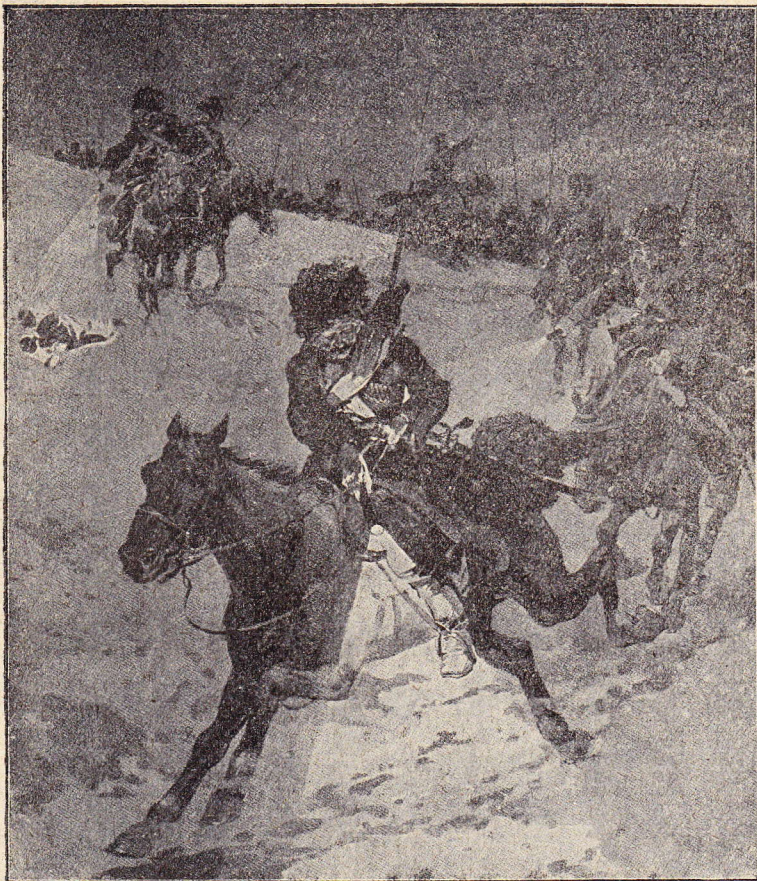
L'Allemagne avait en effet eu plusieurs désillusions! L'intervention américaine en premier lieu.

En Grèce la politique allemande échoua aussi.

Le blocus avait été resserré et la misère s'accrut. La faim se fit sentir.

D'ailleurs dans l'Europe entière se manifesta une lassitude de la guerre.

En décembre 1916 s'étaient fait entendre les premières



Après le combat, les Cosaques recherchent les blessés dans la neige.

res annonces de la paix. Le mot flottait encore en l'air. Et sur l'humanité plane l'idée que par-dessus beaucoup d'obstacles bien entendu, on se dirigeait vers la paix.

Lénine et Trotsky voulurent profiter de cet état d'esprit général. Ils n'étaient pas les simples d'esprit que nous dépeignit la presse, cela évidemment pour dénigrer leur action.

Lénine et Trotsky étaient parfaitement conscients de ce qu'ils semaient dans un terrain très bien défriché, surtout dans les empires centraux.

Et pour bien comprendre cela nous devons étudier un moment la situation politique et économique de ces pays.

Tout d'abord avait eu lieu la conférence de Stockholm. Des socialistes des pays neutres avaient proposé de provoquer une réunion de socialistes pour conférer de la paix. Les socialistes majoritaires allemands pouvaient y participer. Scheidemann y était allé avec l'espoir d'entamer des pourparlers de paix avec les socialistes des autres pays. Nous savons déjà que dans les pays de l'Entente des passeports furent refusés à ceux qui avaient voulu s'y rendre.

Le conseil général du parti socialiste belge avait aussi délibéré sur la question de savoir s'il enverrait une délégation à Stockholm.

Les Allemands essayèrent de l'influencer et chargèrent le docteur Hirschfeld de l'affaire.

Celui-ci se rendit à Gand et présenta des passeports, pour Stockholm au leader socialiste Anseele. Celui-ci se rendit à Bruxelles pour en référer aux chefs du parti socialiste. Tous résolurent unanimement de ne pas entrer en ce moment en relation avec les confrères du parti allemand.

Le 24, un nouveau congrès se réunit à la Maison du Peuple. Des délégués de toutes les parties du pays d'où l'on pouvait venir à Bruxelles y assistèrent.

Les Gantois n'avaient pas pu obtenir de passeports. On y rejeta par 70 voix contre 5 la proposition d'envoyer une délégation à Stockholm.

Ceux qui avaient voté pour la participation, alléguèrent que leur but était d'ouvrir les yeux aux socialistes allemands.

Monsieur Wauters, délégué de Huy-Waremme, avait rédigé un mémoire.

Il y expliqua que le parti ouvrier belge reconnaissait pleinement que la Belgique souffrait et offrait son sang pour le Droit. En défendant l'indépendance on protégeait en même temps la démocratie et la liberté.

C'est avec regret et avec une douloureuse surprise que l'on avait constaté que le prolétariat allemand aidait les plans impérialistes de l'Allemagne.

Auparavant des travailleurs anglais avaient protesté contre les conquêtes anglaises dans le Sud-Africain; les femmes italiennes avaient empêché les trains militaires destinés aux expéditions en Abyssinie de partir; Les travailleurs de la Catalogne s'étaient mis en grève pour protester contre les représailles au Maroc.

Et l'on cita encore d'autres exemples d'oppositions pareilles, mais le prolétariat allemand semblait ignorer tout cela. Au contraire: le 4 août 1914 les députés socialistes du Reichstag avaient unanimement voté les crédits de guerre.

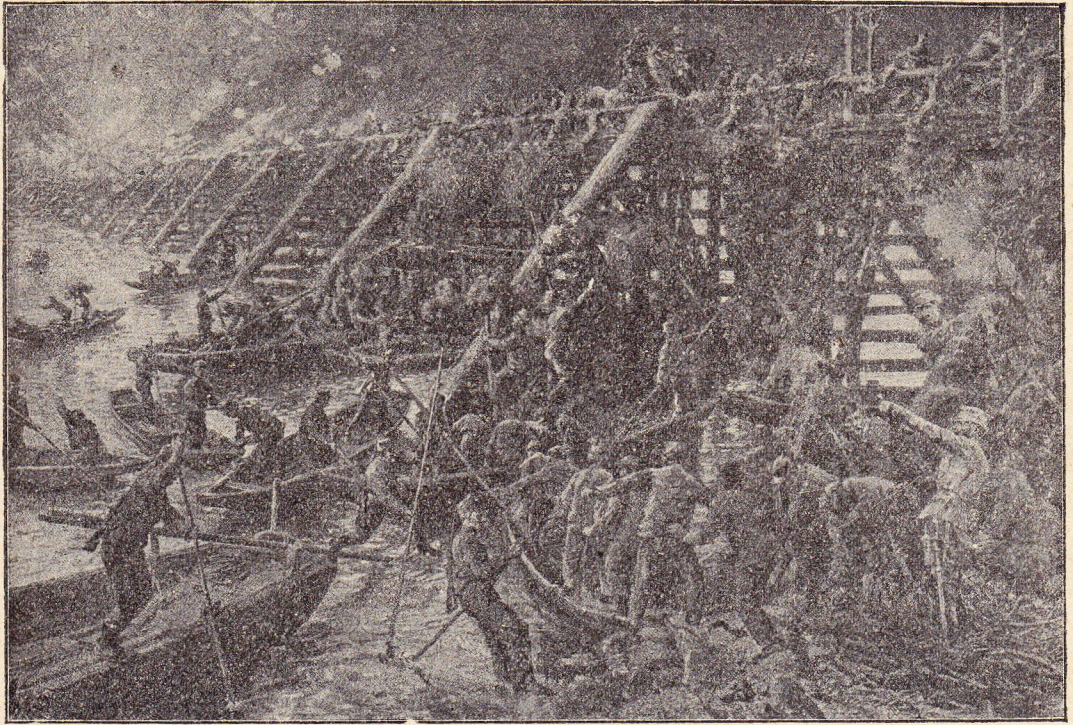
Ils n'avaient pas protesté lorsque le chancelier avait annoncé la violation des territoires de la Belgique et du Luxembourg.

Il est vrai que quatorze députés avaient essayé de faire rejeter les crédits, mais par discipline ils s'étaient soumis.

Puis, on rappela l'invasion et les atrocités qui avaient été commises alors.

Les social-démocrates allemands avaient gardé le silence sur toutes les horreurs.

Des représentants autorisés du parti allemand vinrent contempler l'œuvre de leur nation et rendre visite à leurs « frères » malheureux, Herman Wondel, qui cria un jour : « Vive la France » en plein Reichstag, vint sou-



Les vapeurs austro-hongrois brûlent un pont de bois sur le Dniester.

tenir que l'Allemagne avait été attaquée et que les soldats français étaient en Belgique avant l'armée allemande. Peut-être croyait-il aussi, cet homme, aux bombes de Nuremberg !

Liebknecht nous dit combien il était navré de ce qu'il apprenait, et le remords, devant nos ruines fumantes, se glissa dans son âme.

Puis vinrent Noske et son acolyte Koster révéler, avec un cynisme déconcertant, le fonds de la pensée de la majorité allemande : « Il aurait fallu laisser passer. »

Le respect des traités, l'honneur national, idéologie bourgeoise !

Il nous apporterait de bonnes lois sociales et le suffrage universel (lui, qui venait de la Prusse !?)

Ce fut le même député Noske qui écrivit plus tard un livre pour la défense des incendiaires et des massacreurs de Louvain; sur les murs en ruines ne prétendait-il pas avoir relevé les traces des balles des franc-tireurs !!!

Après les premières semaines d'exaltation patriotique, après que le monde entier eût retenti d'indignation au récit des infamies commises en Belgique, après que la vérité eût filtré, malgré tout, à travers les documents diplomatiques publiés, après, surtout, l'échec décisif que les armées impériales subirent à la Marne, on aurait pu croire que la démocratie socialiste allemande allait se ressaisir. Il n'en fut rien ! Scheidemann repoussa la proposition, de nos amis de Hollande, d'enquêter en Belgique sur la façon dont on conduisait la guerre.

La majorité de la sociale démocratie allemande devait rester liée au militarisme et à l'impérialisme dont elle s'était fait l'instrument et aller jusqu'au bout en se rendant complice et solidaire d'attentats sans nombre au droit des gens : c'est ainsi qu'elle a assisté muette à la destruction systématique en Belgique, de toutes les industries par l'enlèvement de toutes nos machines, de toutes nos matières premières; et nos carriers qui refusaient de travailler pour l'ennemi; qu'elle s'est tue devant les innombrables condamnations, à la déportation, à la prison et à la mort qui n'ont cessé de tomber dans les rangs de notre population inflexible, souvent sans le moindre jugement.

Cependant, au Reichstag, la majorité socialiste, à chaque séance, au lieu de prendre nettement position,

favorisait les desseins du gouvernement en votant toujours des motions équivoques favorables à la politique des impérialistes; quand la fraction interpella en novembre 1915, au sujet de négociations de paix désirables, la majorité rejeta la formule introductive émanant de la minorité, et qui propose des négociations sur la base tant prônée actuellement : « Sans annexions et sans indemnités »; du reste Heine n'applaudit-il pas les déclarations du gouvernement disant que ce sont les événements militaires qui fixent le moment de parler des conditions de paix, et Sudekum ne revendique-t-il pas ouvertement des « garanties de frontières nécessaires pour son pays » et « des liens économiques étendus entre les Etats européens ».

Mais attitude équivoque et tolérante à l'égard du gouvernement quand se pose la question des sous-marins: la majorité socialiste suit la majorité bourgeoise et vote la résolution commune évidemment favorable à l'utilisation à outrance de l'arme nouvelle, sans égard pour le droit des gens, ainsi que le prouva sur-le-champ la minorité, et que l'ont montré dans la suite les événements.

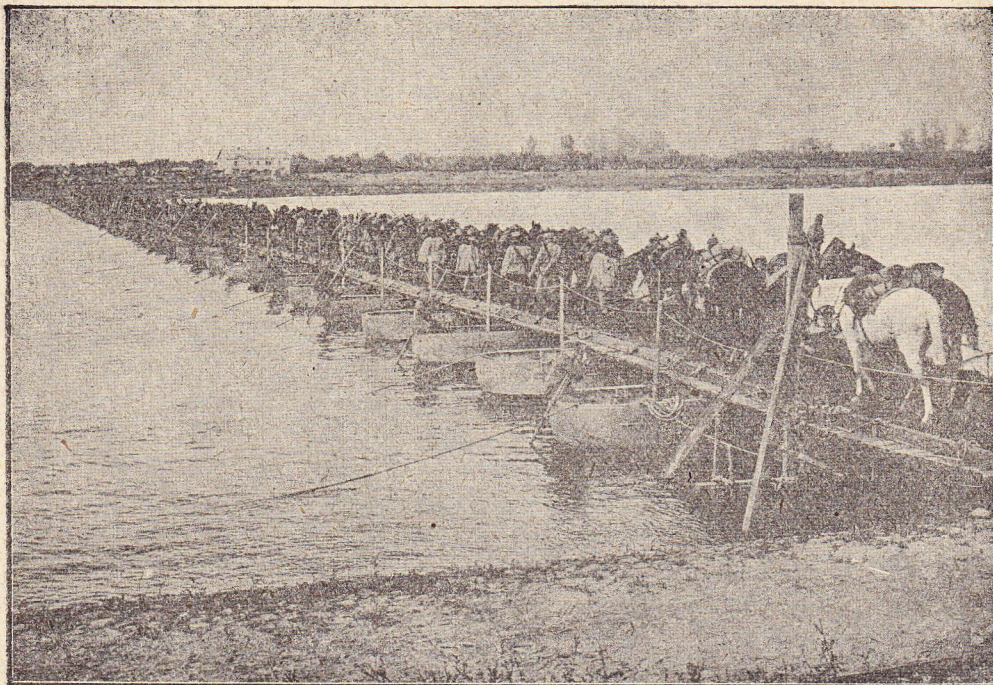
Mais c'est lors de l'enlèvement en masse par dizaines de mille, des ouvriers belges, — chômeurs ou non — que le mépris des droits essentiels de tout homme, de tout travailleur devait s'afficher avec le plus de cruauté et de cynisme; où sont restées les protestations des socialistes de la majorité ?

Ils se sont maussadement et conditionnellement associés en quelques phrases, aux efforts de la minorité.

Où sont restées leurs protestations contre les traitements abominables dont ces malheureux furent l'objet dans les camps allemands, en plein et rude hiver, sans feu, sans nourriture parfois !!!

Et, avec une inconscience qui dépasse toute imagination, Bauer, un de leurs chefs syndicaux, ose alors dire au secrétariat de la Commission syndicale de Belgique que les mesures contre les chômeurs ont été suggérées par les industriels du Hainaut, que la majorité socialiste n'ose trop hautement protester par crainte de l'opinion publique, que les députés socialistes ne savent rien de ce qui se passe dans des camps où ils ne peuvent se rendre !!!

Mais il affirme que ses collègues travaillent dans les



Pont de circonstance sur la Vistule

coulisses et que nos malheureux camarades obtiendront justice !!

Seulement, aujourd'hui encore, en juillet 1917, des milliers d'ouvriers belges, enlevés de force en décembre 1916, attendent toujours leur rapatriement, en dépit de la promesse faite par l'empereur lui-même; ceux qui reviennent, partis pleins de vigueur et d'énergie, nous sont rendus pareils des spectres, tandis que d'autres, en grand nombre, sont morts en exil ou dès leur retour.

Mais le martyre des ouvriers n'est pas terminé, car à mesure que les zones d'étapes s'étendent en notre pays, les chefs militaires se rabattent sur nos compatriotes pour les envoyer, non plus travailler dans les usines d'Allemagne, mais dans les tranchées allemandes mêmes au front de l'Ouest, sous le feu des alliés, et on a vu des malheureux, pendant la bataille des Flandres, obligés d'aller porter des munitions aux pièces d'artillerie allemandes en action. Le militarisme tout puissant, qui n'a pas su vaincre dans les camps allemands la résistance des travailleurs belges, prend sa revanche.

Quand la démocratie socialiste allemande a-t-elle élevé la voix contre ces atrocités? Et si elle l'a fait — dans les coulisses, peut-être — quelle est donc son influence sur son gouvernement? Et si celui-ci, malgré tout, persiste dans ses agissements, pourquoi lui vote-t-on toujours les crédits nécessaires à son œuvre de haine?

On nous dit : « Mais ils ne sont pas tous les mêmes ! » Nous entendons bien. Nous avons écouté avec une attention anxieuse les moindres bruits venant d'Allemagne. Nous avons vu ces femmes admirables, Rosa Luxemburg et Clara Zetkin, jetées en prison, au milieu des prostituées, pour avoir, au premier jour, élevé bien haut la bannière de l'Internationale; nous avons suivi les efforts de Liebknecht, de Mehring et de leurs camarades pour dessiller les yeux aux travailleurs allemands; nous savons de quelles condamnations ils paient leur audace; nous avons vu peu à peu la minorité, à la tête de laquelle se trouvent les vétérans de la social-démocratie. Bernstein, Kautsky, Haase, sortir de son inertie, renier ses fautes de la première heure, se dégager de l'étreinte mortelle d'une discipline avilissante; nous les avons vu rompre avec la majorité et malgré les difficultés sans nombre dues à l'état de guerre, à la censure et à la répression, nous avons vu se dessiner, dans les masses, un courant qui lui est de plus en plus favorable. Malgré

tout, nous ne pouvons oublier que ces hommes se sont laissés circonvenir et abuser, qu'ils n'ont pas crié leur protestation et leur douleur quand le militarisme prussien frappait sans pitié le pauvre prolétariat belge; et celui-ci est resté méfiant, attendant avec passion des gestes plus décisifs. »

Ainsi s'exprima le mémoire du parti socialiste belge au sujet de la conduite de ses coreligionnaires allemands.

\*\*\*

Le chancelier allemand, Bethmann-Hollweg fut attaqué violemment.

L'empereur dut convoquer un conseil de la couronne. Il annonça des réformes dans le régime électoral pour le Landtag prussien.

Les militaristes et les pangermanistes se mirent sur leur garde. « Durchhalten » tenir jusqu'au bout, crièrent-ils. « Par la victoire seulement, l'Allemagne deviendrait une puissance économique. Nous devons imposer notre volonté sinon tous les marchés nous seront fermés plus tard. »

Le kronprinz, Ludendorff et Hindenburg tinrent conseil aussi.

Bethmann-Hollweg qui avait pris une attitude chancelante dut démissionner et Michaëlis lui succéda. Il était le porte-parole du militarisme. Il clama tout haut dans le Reichstag que la force militaire actuelle se transformerait plus tard en une puissance économique.

Sa politique se traduisit par la destruction systématique de la Belgique et du Nord de la France. L'industrie devait y être anéanti pour être étouffée plus tard par l'industrie allemande intacte.

C'est ainsi qu'en décida le parti militariste sans tenir compte des sentiments du peuple ni même de ceux de l'armée.

Ainsi on annonça de la Belgique occupée :

« Les soldats désirent la fin de la guerre avec autant d'énergie que les civils. Beaucoup de soldats se consolent à l'idée que décembre apportera la paix. D'aucuns indiquent même la date du 27 comme celle de la signature de la paix. Et des journaux des régions occupées peuvent publier de longs articles sur les bienfaits de la paix et sur les horreurs de la guerre.

Mais comment la paix se fera-t-elle? Le simple soldat ne se creuse pas la tête à ce sujet : « Du moment que cela s'arrange... »



Attaque de la cavalerie russe.

Les soldats allemands achètent par ici tout ce qu'ils peuvent et envoient tout à la maison où la misère devient pressante.

Et un quatrième hiver devra se passer encore avant la paix ?

Et puis l'Amérique sur le dos... Et la Grèce.

Pour bien comprendre la situation en Europe nous devons jeter un coup d'œil sur celle-ci.

La politique allemande avait échoué aussi en Grèce. L'Entente avait eu son compte de la duplicité de Constantin et de ses ministres.

Le 6 juin, M. Jonnart arriva en Grèce comme délégué extraordinaire des Alliés.

En même temps se manifesta un mouvement dans les navires de guerre dans le golfe de Corinthe et la baie de Salamine. Les Vénizélistes prirent de l'espoir. L'organisation de la cour, les royalistes se démenèrent. Les agents allemands intrigèrent comme ils ne l'avaient jamais fait. L'affaire devint si sérieuse que les Vénizélistes craignant de devenir les victimes de complots, quittèrent Athènes.

Des troupes françaises occupèrent l'isthme de Corinthe et tout à coup on apprit que les Alliés avaient envoyé à la Grèce un ultimatum exigeant l'abdication de Constantin.

A la moindre velléité de résistance ou de révolte la capitale serait bombardée.

Des royalistes se réunirent devant le palais; d'aucuns crièrent qu'ils ne laisseraient pas partir le roi; d'autres se déclarèrent prêts à marcher au combat.

Mais les leaders avaient disparu et les officiers, qui avaient tenu conseil pendant la nuit décidèrent de ne point faire de résistance. D'ailleurs, Constantin le défendit également.

Il lança une proclamation par laquelle il fit connaître qu'il abdiqua, en faveur de son fils Alexandre.

Ce jour-là, Athènes était en pleine ébullition; les magasins restèrent fermés. Le peuple parcourait les rues. Les royalistes se montrèrent furieux. La famille royale

se rendit au domaine de Tatoï. Des troupes françaises débarquèrent au Pirée.

Que restait-il à faire, sinon se soumettre?

D'ailleurs, Jonnart avait déclaré que l'abdication du roi n'était que provisoire, qu'il ne s'agissait que d'une mesure de sécurité. Plus tard le peuple aurait le pouvoir de rappeler le roi. Les royalistes rongèrent leur frein: cet adoucissement de la mesure était une consolation pour leur amour-propre blessé. Pour eux Constantin régnait par son fils. Ils se rendirent au domaine de Tatoï pour y rendre encore hommage à leur souverain.

Le roi leur conseil'a d'attendre son retour avec patience.

Un journal royaliste écrivit qu'une voix mystérieuse émouvait tous les cœurs en annonçant que Constantin remonterait un jour sur le trône de la Grèce (1).

Jonnart fit comprendre entretiens que désormais la Grèce pouvait compter sur l'appui des Alliés, même contre l'esprit d'annexion des Italiens qui avaient chassé les autorités grecques de Janina.

Les Vénizélistes revinrent et ne cachèrent pas leur joie. Mais ils ne se déclarèrent pas contents; ils se plainquirent que les frères de Constantin, Nicolas et André étaient restés auprès du jeune roi et craignirent que leur influence ne se fasse sentir sur le jeune monarque. Et puis, le ministère Çaimis qui subsista ne leur plut pas trop.

Mais le 29 juin, Vénizélos revint et prêta serment en sa qualité de président du Conseil.

Çaimis avait essayé de sauver de l'ancien régime ce qui pouvait encore l'être. Il resta inactif devant les agents les plus zélés de l'Allemagne. Il essayerait de contenter le parti de l'Entente par des concessions feintes.

Le peuple exigea le retour de Vénizélos et celui-ci revint. Les troupes françaises furent acclamées. Les agents allemands n'abandonnèrent pas encore tout espoir et

(1) Nous savons que cette prédiction se réalisa à la fin de 1920.



Convoi de prisonniers allemands et autrichiens conduit par des Cosaques.

essayèrent en distribuant des nouvelles tendancieuses au sujet des armées alliées et l'annonce de succès de l'Allemagne, de faire naître de l'estime pour les armées des puissances centrales.

La Chambre, qui avait été dissoute en novembre 1915 se réunit à nouveau le 25 juillet 1917. Le 4 août, le nouveau roi vint y prononcer son discours du trône, il fut reçu d'une façon peu enthousiaste.

Les cris de « Vive le Roi », se perdirent dans ceux de : « Vive la Constitution. — Vive la liberté du peuple ».

Beaucoup de discours témoignèrent d'un esprit républicain.

La Chambre voulut aussi rétablir l'alliance avec la Serbie.

On sentit que la Grèce s'acheminait droit vers la guerre, que les événements l'y amenaient infailliblement.

Dans tous les cas le pouvoir allemand y était perdu et cela provoqua une grande désillusion en Allemagne.

La confiance du peuple fut ébranlée une fois de plus et le désir de la paix s'accrut.

Les meneurs bolchévistes comprirent que tout cela mettait des atouts dans leur jeu pour la paix.

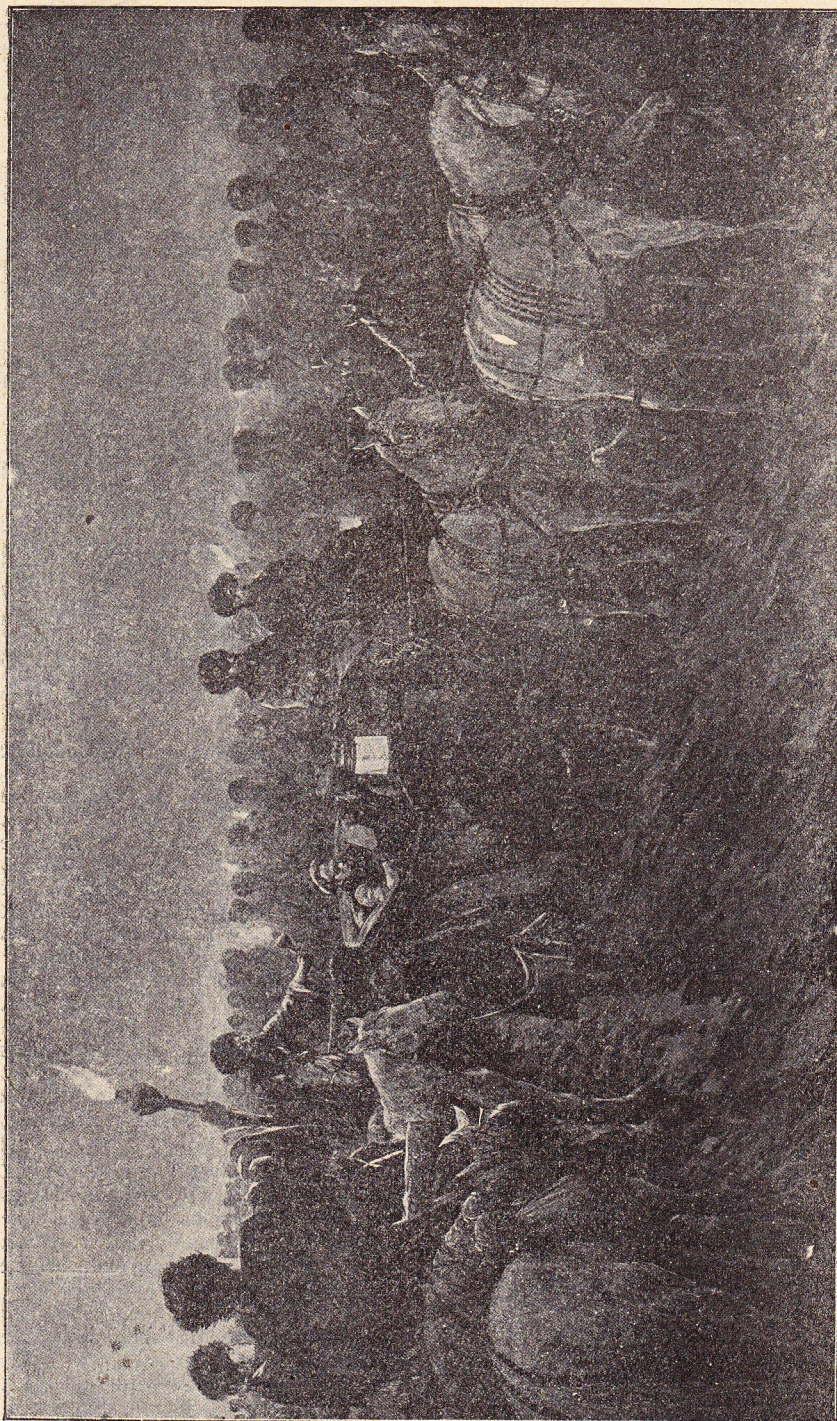
En Autriche-Hongrie la situation était encore plus sérieuse et le désir de la paix encore plus ardent.

Le chancelier, comte Czernin, fit parvenir un rapport secret à l'état-major général allemand qui dépeignait la situation du pays comme très alarmante. Il conseilla de céder l'Alsace-Lorraine à la France et la Galicie à la Pologne.

L'empereur Charles l'avait chargé de dire que l'Allemagne ne pourrait désormais plus compter sur l'Autriche-Hongrie.

Dans la monarchie double il se dressa bientôt des différends de races ou plutôt, ceux-ci s'accrochèrent. La misère était grande. La masse souffrait de privations et maudissait la guerre.





[ Broussiloff parcourant le front en voiture, reçoit d'intéressantes communications.

On ne cacha pas sa haine de l'Allemagne, l'alliée qui s'était érigée en maîtresse de l'armée.

Il arriva même pire que cela. L'empereur avait un beau-frère en France, Sixte de Bourbon auquel il écrivit la lettre suivante :

Mon cher Sixte,

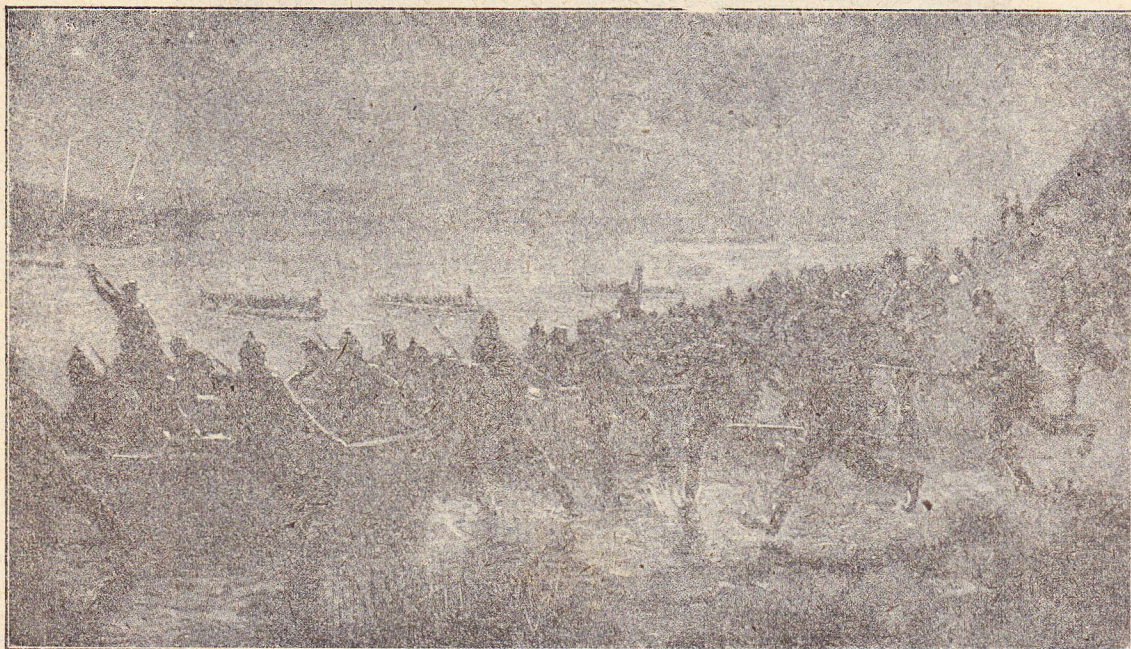
La fin de la troisième année de cette guerre qui a apporté tant de deuils et douleurs dans le monde approche. Tous les peuples de mon Empire sont unis plus étroitement que jamais dans la volonté commune de sauvegarder l'intégrité de la monarchie au prix même des plus lourds sacrifices.

Grâce à leur union, au concours généreux de toutes les nationalités de mon Empire, la monarchie a pu résister pendant trois ans aux plus graves assauts. Per-

sonne ne pourra contester les avantages militaires remportés par mes troupes, en particulier sur le théâtre de guerre balcanique.

La France a montré, de son côté, une force de résistance et un élan magnifique. Nous admirons tous, sans réserves, l'admirable bravoure traditionnelle de son armée et l'esprit de sacrifice de tout le peuple français.

Aussi m'est-il particulièrement agréable de voir que, bien que momentanément adversaire, aucune véritable divergence de vues ou d'aspirations ne sépare mon empire de la France et que je suis en droit de pouvoir espérer que mes vives sympathies pour la France, jointes à celles qui règnent dans toute la monarchie, éviteront à tout jamais le retour d'un état de guerre pour lequel aucune responsabilité ne peut m'encomber. A cet effet, et pour manifester d'une façon précise la réalité de ces



Passage des Allemands sur la Weichsel avec pontons.

sentiments, je te prie de transmettre secrètement et officieusement à M. Poincaré, président de la République française, que j'appuierai, par tous les moyens et en usant de toute mon influence personnelle, auprès de mes alliés, les justes revendications françaises, relatives à l'Alsace-Lorraine.

Quant à la Belgique, elle doit être rétablie entièrement dans sa souveraineté, en gardant l'ensemble de ses possessions africaines, sans préjudice des dédommagements qu'elle pourra recevoir pour les pertes qu'elle a subies. Quant à la Serbie, elle sera rétablie dans sa souveraineté et en gage de notre bonne volonté, nous sommes disposés à lui assurer un accès équitable et naturel à la mer Adriatique, ainsi que de larges concessions économiques. De son côté, l'Autriche-Hongrie demandera, comme condition primordiale et absolue, que le royaume de Serbie cesse à l'avenir toute relation et qu'il supprime toute société ou groupement dont le but politique tend vers une désagrégation de la monarchie, en particulier la Narodna Obrana; qu'il empêche loyalement, et par tous les moyens de son pouvoir, toute sorte d'agitation politique, soit en Serbie, soit en dehors de ses frontières dans ce sens et qu'il en donne l'assurance sous la garantie des puissances de l'Entente.

Les événements qui se sont produits en Russie m'obligent de réserver mes idées à ce sujet jusqu'au jour où un gouvernement légal et définitif y sera établi.

Après l'avoir ainsi exposé mes idées je te demanderais de m'exposer à son tour, après en avoir référé avec ces deux puissances, l'opinion tout d'abord de la France et de l'Angleterre, à l'effet de préparer ainsi un terrain d'entente sur la base duquel des pourparlers officiels pourraient être engagés et aboutir à la satisfaction de tous.

Espérant qu'ainsi nous pourrons bientôt, de part et d'autre, mettre un terme aux souffrances de tant de millions d'hommes et de tant de familles qui sont dans la tristesse et l'anxiété, je te prie de croire à ma très vive et fraternelle affection.

Charles.

L'empereur Charles, ne fit ni plus ni moins que de demander à son beau-frère, Sixte de Bourbon, le frère de son épouse, l'impératrice Zita, de se faire le médiateur entre lui et le président Poincaré. Dans sa lettre il avoue que son pays combat la France contre son gré et il promet qu'il emploierait tous les moyens et userait de toute son influence personnelle auprès de ses alliés

pour leur faire reconnaître les aspirations légitimes de la France sur l'Alsace-Lorraine. Plus loin il reconnaît que la Belgique doit non seulement être complètement remise dans son indépendance mais même qu'elle doit être entièrement dédommée et il se déclare prêt à donner au problème Serbe la solution qui correspond le plus près avec la situation dans laquelle la Serbe, se serait trouvée envers l'Autriche si celle-ci s'était contentée de la première réponse que le gouvernement du roi Pierre avait donnée à l'ultimatum du 20 juillet 1914.

Bref : Dans cette lettre l'empereur Charles esquisse les traits d'une proposition de paix acceptable pour les Alliés...

S'il avait eu le courage d'amener son gouvernement à formuler ces conditions de paix et d'avertir en même temps l'Allemagne, que, au besoin il aurait conclu la paix séparée sur cette base la guerre aurait été terminée alors !

Mais là aussi l'Allemagne veillait. Et cependant des tendances vers la paix, se manifestèrent de plus en plus. Et l'on ne cacha plus l'antipathie pour l'Allemagne.

Dans la revue « Kamp » Fr. Austerlitz publia un article très intéressant concernant le problème des nationalités en Autriche.

Après avoir montré qu'en Autriche, la tension entre le gouvernement et les nationalités s'accroissait, Austerlitz déclara qu'elle persisterait à tout jamais.

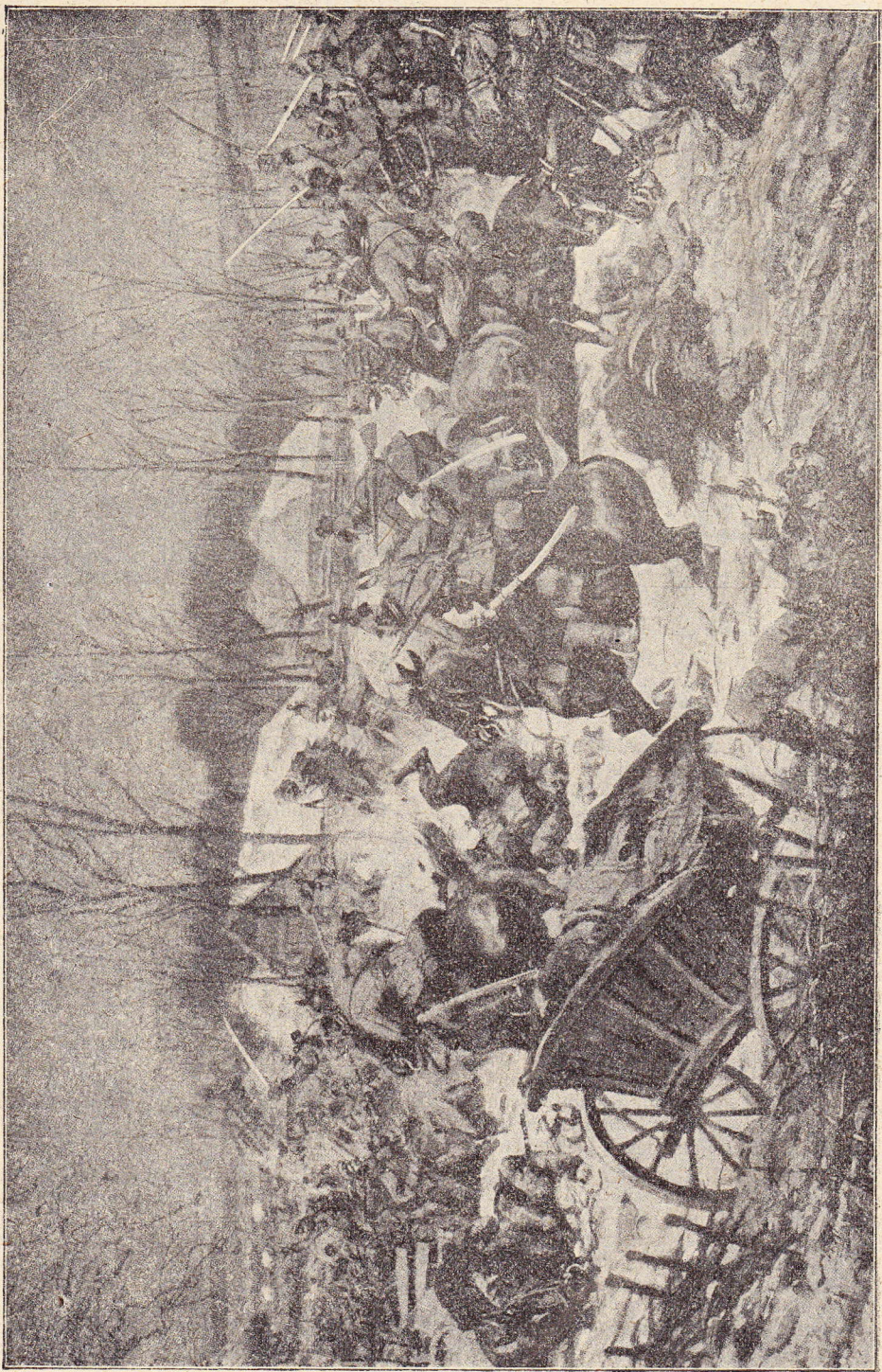
« La supposition, écrivit-il, que le flot national, qui vivait rompu ses digues, rentrerait dans son lit, et qu'aussi la bonne vieille Autriche renaîtrait de ses cendres comme le phénix, devint une utopie.

De deux choses l'une : ou bien l'état national peut être réformé en un état qui satisfait les aspirations d'indépendance et d'autonomie de toutes les nationalités ou bien l'état doit être appréhendé à voir s'accroître le nombre de ceux qui le combattent et que le désespoir de la cause d'un état qui ne peut subsister et ne veut cependant pas mourir, ne devienne le sentiment général en Autriche. »

Austerlitz donna aussi la solution du problème :

« L'Autriche doit devenir une ligue de peuples libres et autonomes sinon elle ne deviendra rien : si les Allemands voulaient, la refonte en une ligue semblable de nations se ferait régulièrement et sans grand-peine. »

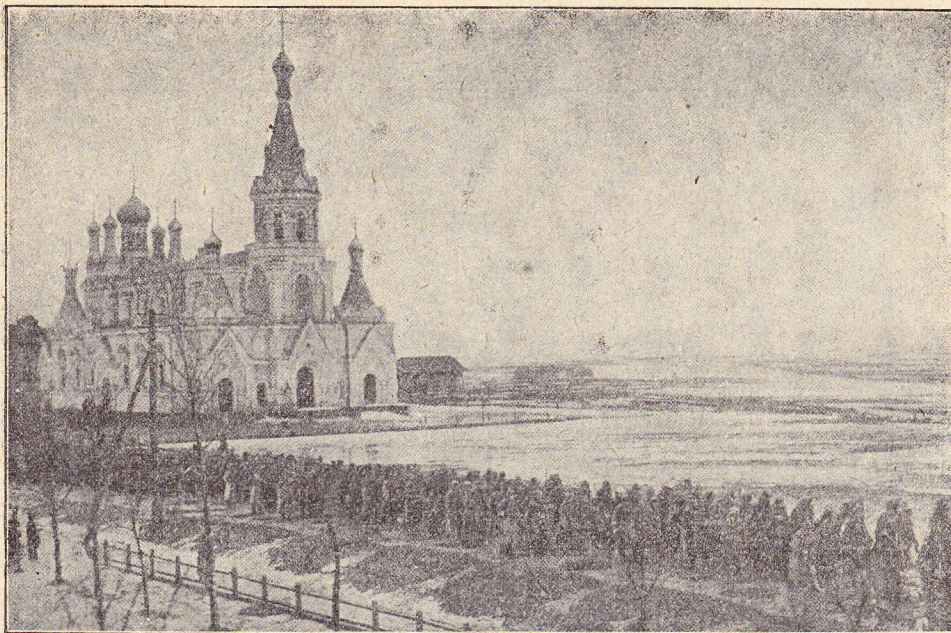
L'écrivain conclut que la présente guerre était une guerre pour la suprématie de l'Allemagne, pour le maintien des extensions territoriales de l'Allemagne.



Combat en Russie.

Donc, là aussi s'ouvrirent les yeux.  
 D'ailleurs, on était parfaitement au courant de ce que des troupes tchéco-slovaques avaient passé en Russie et formaient des régiments combattant contre leur propre patrie.  
 C'était un présage de la dissolution de la double monarchie.  
 Nous avons donc donné un aperçu de la situation en Allemagne et en Autriche, Elle était évidemment semblable en Bulgarie et en Turquie qui dépendaient totalement de l'Allemagne.  
 Combien de temps le parti militaire parviendrait-il encore à maintenir en bloc ?  
 Quand on songe à tout cela, les tentations de Lénine et de Trotsky avaient bien des chances de succès !

Après les préliminaires de Brest-Litovsk ils travaillèrent encore une fois les nations. Leur télégraphe sans fil ne chômait pas. Leurs notes firent le tour des pays neutres. Ils s'adressèrent par écrit aux ambassadeurs alliés à Pétrograd, leur annonçant que les négociations de Brest-Litovsk avaient été interrompues pour permettre encore aux belligérants de se joindre à la délégation Russe.  
 En cas de refus ils prièrent les ambassadeurs de faire connaître au monde entier les buts qu'ils poursuivaient en continuant la guerre.  
 Dans les pays de l'Entente on combattit le défaitisme. Un esprit nouveau s'était créé : celui de Wilson, qui se fit prévaloir. Et on écrivait avec raison :  
 « Les hommes d'Etat des pays centraux nous parlent de conceptions qui semblent vouloir faire des adeptes



Des prisonniers russes quittent l'église de Suwalki dans laquelle ils avaient été enfermés provisoirement

dans toutes les nations; mais quand il s'agit de passer aux actes ils finissent par se plier toujours aux ordres de la carte militaire.

Mais pendant que les centraux semaient à pleines germes de nouvelles guerres à l'Est, il semble que l'espoir de l'humanité entière fait soutenue inébranlable par un homme d'Etat, dont les conceptions percent à travers tout, malgré les obstacles : le président Wilson.

Des discours qui se suivaient sans interruption traitent pour la plupart de la politique de l'ancienne école. Ces déclarations peuvent être habiles et subtils : ils n'émeuvent pas et ne trouvent pas d'écho. La langue de Wilson est toute différente, il ne parle pas comme certains meneurs du peuple, mais d'après le cœur des nations qui sentent en elles le désir de demander autre chose de la paix, que : des garanties militaires et des sphères d'influence.

Pour Asquith ce fut un titre certain de gloire d'avoir voulu diriger la politique de son pays dans cette direction de Wilson et on ne peut qu'applaudir à son discours qu'il fit en ces temps à ses électeurs, après avoir flétri l'impérialisme allemand qui se manifesta pleinement à l'Est :

« La paix que nous attendons, la seule qui vaille la peine d'être obtenue, doit être une paix, non de dirigeants, ni même de parlements, mais une paix des peuples. Il y a évidemment des questions dont la solution définitive doit être réservée au pouvoir arbitraire d'une conférence qui, espérons-le, consituera le germe ou même la première expression d'une Société des Nations.

Il n'y a pas un seul gain de territoire que nous avons acquis dans la guerre ou par le fait de la guerre que nous sommes prêts à soumettre au jugement d'un tribunal de ce genre, mais en même temps je suis d'accord avec Wilson, en ce qui concerne la relation et la connexion des problèmes fondamentaux.

On ne peut pas les manier — quoique c'est la méthode que von Hertling semble vouloir préconiser — comme s'ils étaient des feuilles d'un artichaut que l'on arrache une à une pour les manger.

Cession des territoires conquis et réparation des dommages causés, le droit de disposer de son sort pour toutes les nations grandes et petites, garanties contre la violation du droit international par l'institution d'une force capable d'imposer ces garanties, telles sont les bases de toute paix.

Une chose qui me semble être d'une importance capi-

tale dans l'intérêt du monde entier est celle-ci; puisse les nations auxquelles à la fin, il appartiendra de prendre des décisions, comprendre que, nous sommes fermement décidés, de ce qui concerne les alliés, de maintenir cette idée, contre laquelle aucune autre ne prévaudra, que nous élèverons l'édifice du monde futur sur ces assises. »

Cette résolution est un message réconfortant pour les petits états et les petits nations, car ce monde futur est en effet ce seul qui leur permettra de vivre leur propre vie.

Le monde a pour axiome le relèvement de la Belgique, et ce rétablissement intéresse non seulement nous autres, citoyens de l'Angleterre, c'est une question de droit, des nations et de la conscience du monde.

\*\*\*

Le 17 décembre donc reprendraient les pourparlers de paix à Brest-Litovsk.

La délégation russe se trouvait de nouveau seule en face des délégués allemands.

Le général Skalon était le conseiller technique des Russes.

Lorsqu'il arriva à Brest-Litovsk il se suicida. Dans une lettre dans laquelle il demande pardon à sa femme il déclara qu'il ne pouvait se décider à vivre plus longtemps.

La contrainte de devoir collaborer à cette paix néfaste l'avait peut-être exaspéré et il voulut probablement s'en défaire de cette façon tragique.

Déjà plus tôt, les mêmes bolchévistes qui l'avaient nommé conseiller technique, l'avaient accusé de n'avoir pas suffisamment défendu Riga. L'armistice fut conclu le 17.

Les clauses principales du traité étaient les suivantes :

L'armistice commence le 17 décembre 1917, à deux heures après-midi, et se termine le 14 janvier 1918, à la même heure. A partir du vingt et unième jour, chaque partie a le droit de le dénoncer en prévenant la partie adverse sept jours avant la reprise des hostilités. Dans le cas où aucune dénonciation n'interviendrait, l'armistice se renouvelerait par tacite reconduction jusqu'à dénonciation par l'une des parties.

Les parties contractantes s'engagent jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1918 à ne pas entreprendre, sur le front entre la mer Baltique et la mer Noire, de transports de troupes ayant le caractère d'opérations militaires. Exception est faite pour les transports de troupes déjà commencés lors de la signature du contrat d'armistice.



Des soldats allemands revêtus de chemises blanches patrouillent dans la neige.

On comprend facilement que les Allemands pouvaient mettre cette clause à profit pour renforcer leur front ouest.)

Les parties contractantes s'engagent à prendre toutes mesures pour la régularisation rapide de l'échange direct par le front des prisonniers civils et des invalides de guerre. D'autre part, toutes mesures nécessaires seront prise immédiatement en vue d'améliorer le sort des prisonniers de guerre.

En vue de faciliter la conduite des négociations de paix et de panser le plus rapidement possible les blessures infligées par la guerre à la civilisation, les parties contractantes prendront des mesures dans le but de rétablir les relations intellectuelles et économiques entre les pays signataires de l'armistice. Pour régler les détails de cet arrangement, une commission mixte composée de représentants des divers Etats contractants se réunira prochainement à Pétrograd.

Telle était donc la convention qui devait arrêter momentanément la guerre sur ce front où tant de sang avait coulé.

Ce traité vint merveilleusement à point au parti militaire allemand. Il pouvait maintenant amener beaucoup de troupes sur le front ouest. Ce fut une dure déillusion pour les pays de l'Entente.

On déplaça des troupes et il arriva bien plus encore : avec l'aide des Russes beaucoup de prisonniers rentrèrent, de sorte que les Allemands purent réparer leurs pertes en hommes à l'ouest.

Mais Lénine voulut mieux que cette convention, il voulut tenir la promesse des bolchévistes et conclure la paix.

Les pourparlers furent donc entamés le 22 décembre. L'Allemagne y envoya Kuhlmann, ministre des affaires étrangères, l'Autriche-Hongrie, le comte Czernin, ministre des affaires étrangères, la Turquie, Nizim Bey, grand vizir, la Bulgarie, Popoff, ministre de la justice.

La délégation russe exigea et obtint que les séances fussent publiques.

La Russie mit comme condition de paix : ni annexion ni dommages de guerre.

La délégation russe considère comme annexion toute réunion d'une nationalité faible à un Etat plus fort qu'elle, sans consentement net, clair et librement exprimé.

La délégation russe estime que toute nationalité retenue de force dans la limite d'un Etat, alors qu'elle n'a pas, par une consultation libre, choisi son régime politique, est une nationalité annexée.

L'Allemagne accepta ce principe.

Mais alors sous les belligérants sans exception devaient

s'engager de remplir cette condition endéans un délai fixé. De plus, elle n'exigerait pas des dommages forcés.

Cette réponse constituait une duplicité.

La Russie s'étendit sur ses conditions. L'annexion par la force de territoire occupés pendant la guerre ne peut être admise. Les troupes doivent abandonner ces territoires sans délai.

Les Allemands répondirent qu'ils n'étaient pas intentionnés d'incorporer ces territoires. Ils ne voulaient pas supprimer l'indépendance de peuples qui avaient perdu celle-ci du fait de la guerre.

La Russie exigea ensuite que l'on accordait l'autonomie aux nations qui ne la possédaient pas avant la guerre et qui la demandaient par un referendum.

L'Allemagne répondit que cette question ne pouvait pas recevoir une solution internationale; chaque Etat aurait à la régler avec ses propres nations.

La Russie : Aucun des pays belligérants n'aura à payer une indemnité de guerre. Les prélèvements déjà opérés devront être restitués. Les dommages de guerre causés à des particuliers seront payés par un fonds spécial, formé de cotisations proportionnées des belligérants.

L'Allemagne : Plus d'une fois déjà nous avons montré la possibilité de renoncer, de part et d'autre, non seulement aux indemnités de guerre, mais aussi aux dommages de guerre. Chaque belligérant n'aurait à supporter que les frais d'entretien de ses prisonniers et ne devrait es réparations qu'aux civils de la partie adverse et pour des faits causés par la violation du droit des gens.

La fondation d'un fonds spécial ne peut être discutée que si tous les partis prennent part aux pourparlers de paix dans un délai fixé.

La Russie : Les questions coloniales devront recevoir une solution d'après les principes indiqués ci-dessus. Il ne pourra plus être supporté ni restriction de la liberté des nations faibles, ni boycottage économique, ni restriction de la liberté du commerce par des conventions douanières.

L'Allemagne : L'Allemagne ne possède que des colonies des puissances associées. Le retour des possessions allemandes occupées de force, et une des exigences que l'Allemagne maintiendra malgré tout.

Puis l'Allemagne déclara que les conditions d'accorder une existence politique autonome dans les colonies étaient inacceptables.

Les indigènes des colonies, par leur résistance contre des forces très supérieures avaient prouvé qu'ils voulaient rester sous le gouvernement allemand. Ce fait pesait plus que n'importe quelle expression de la volonté d'un peuple.



L'enterrement des victimes tombées lors de la révolution de Petrograd

L'Allemagne se rallia à la proposition de la liberté illimitée du commerce.

Joffe était le chef de la délégation russe.

Il avait affaire à des diplomates rusés. On s'en rend compte par leurs réponses.

Il exprima la crainte que le problème des annexions ne manquerait pas de soulever de grosses difficultés mais il dit que ces pourparlers pouvaient être considérés comme un commencement d'accord qui ouvrait la porte à des négociations.

Mais il y avait nécessité que les autres belligérants participent aux pourparlers. C'est pourquoi les Russes proposèrent de remettre ceux-ci au 4 janvier 1918 : on profiterait de ce délai pour donner connaissance au monde entier de la marche des choses. Les pays de l'Entente auraient ainsi connaissance des bases de la paix désirée, ils pourraient les étudier et donner leur avis à ce sujet.

Le point principal acquis était la volonté de l'Allemagne d'évacuer les territoires occupés. Cela devait certainement amener les autres pays à de bons sentiments.

Tel fut le raisonnement des Russes et les Allemands l'approuvèrent.

Mais tout cela faisait leur affaire seulement. Les Centraux espéraient que les radios des Russes exciteraient le défaitisme dans les pays de l'Entente et sèmeraient la désunion.

Ils attaqueraient le moral parmi les armées si bien que parmi la population.

L'Allemagne y comptait fermement.

Trotsky lança donc un appel aux peuples et aux gouvernements des puissances alliées.

Il donna connaissance des propositions de paix et insista sur ce point : la volonté des Centraux d'évacuer tous les territoires occupés : donc, la Belgique, le Nord de la France, la Serbie, le Monténégro, la Roumanie, la Pologne, la Lithuanie, la Courlande.

Un refus ne pouvait plus se justifier que par le mot : « Nous voulons la guerre jusqu'au bout ».

Il faut expliquer clairement et d'une manière pieuse quel est le programme de paix de la France, de l'Italie, de l'Angleterre et des Etats-Unis. Ces Etats exigent-ils comme nous l'établissement du droit des peuples à dis-

poser d'eux-mêmes pour l'Alsace-Lorraine, la Galicie, la Roumanie, la Bohême, les Slaves du sud de l'Autriche?

Si ce droit est reconnu par eux, consentent-ils à leur tour à reconnaître ce même droit à l'Irlande, à l'Egypte, à Madagascar, à l'Inde, à l'Indo-Chine, etc., suivant en cela l'exemple de la révolution russe à l'égard de l'Ukraine, de la Finlande, de la Russie Blanche, etc.? Il est clair qu'en exigeant le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes dans les limites du territoire des puissances ennemies et en refusant de l'accorder sur leurs propres territoires et leurs colonies, les puissances de l'Entente réaliseraient le programme de l'impérialisme le plus cynique.

Une paix séparée conclue par la Russie porterait sans aucun doute un terrible coup aux puissances alliées, surtout à la France et à l'Italie.

Mais on pouvait éviter cette catastrophe en faisant connaître sa politique.

Et l'appel conclut :

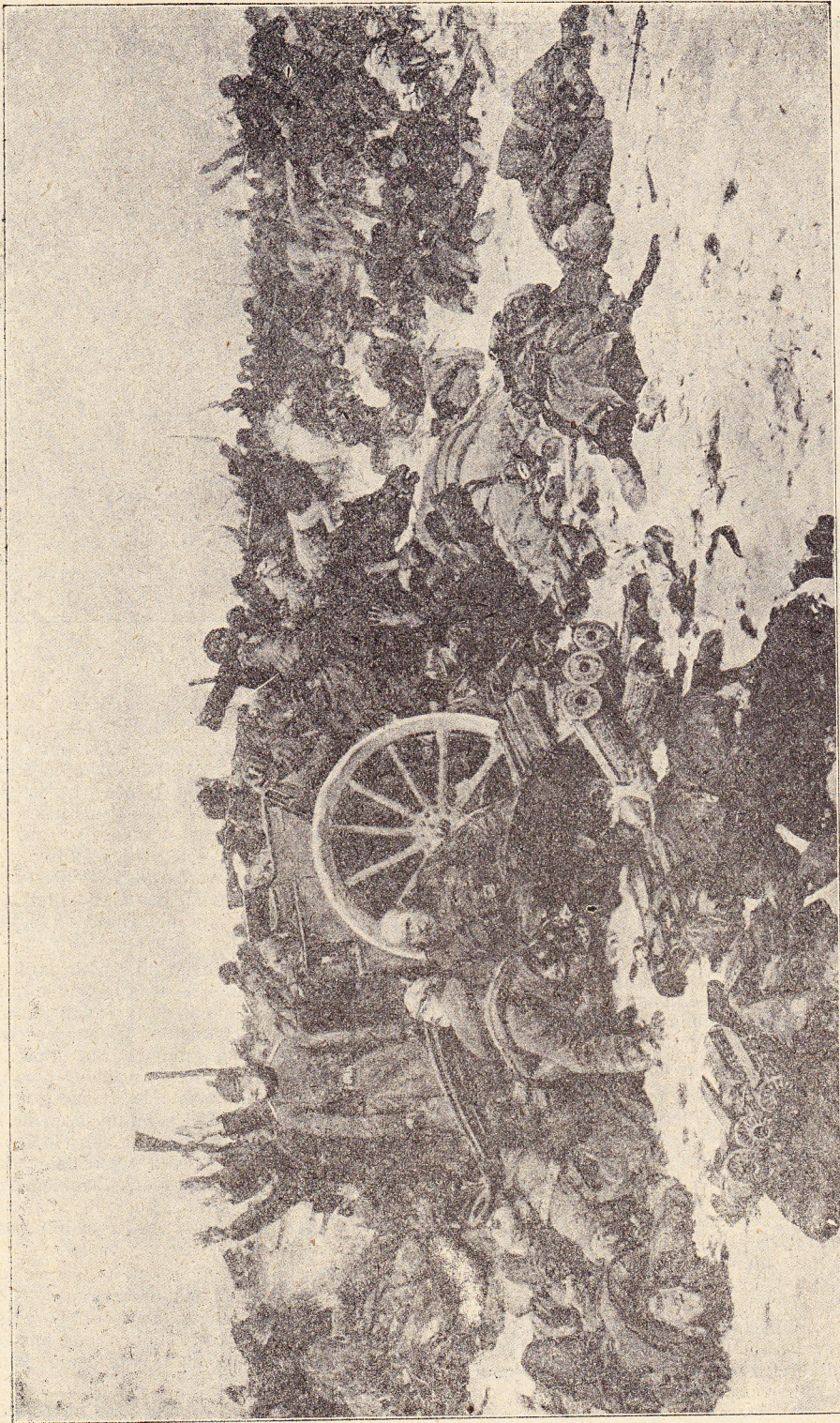
Ces dix jours vont décider du sort de millions de vies.

Si, sur les fronts français et italiens, on ne conclut pas maintenant d'armistice, une nouvelle offensive aussi insensée, aussi impitoyable et aussi infructueuse que les précédentes, entraînera des deux côtés de nouvelles et incalculables pertes.

Proposant une dernière fois aux gouvernements de participer aux pourparlers de paix, nous promettons notre soutien le plus actif à la classe ouvrière de chaque pays, si elle se dresse contre ses impérialistes nationaux, ses chauvins, ses militaires, et si elle se range sous les drapeaux de la paix, de la fraternité des peuples et de la reconstruction sociale de la société.

Tout ce message fut non seulement transmis partout, mais les commissaires bolchévistes accordèrent un subside de deux millions de roubles pour faire la propagande à l'étranger. Des chargements, des wagons entiers d'une feuille rédigée en Allemand « Die Fackel » furent envoyées sur le front par les Russes, à destination des soldats allemands.

Mais les autorités allemandes les confisquèrent et par l'intermédiaire de la commission d'armistice ils protestèrent violemment contre cette immixtion dans les affaires allemandes.



Prise d'une batterie Allemande par les Russes.

De plus, le traité provisoire devait être fêté d'une façon grandiose. Une manifestation eut lieu le 30 décembre. «Ce jour-là, écrit Herval, un cortège formidable parcourut, de neuf heures du matin à trois heures de l'après-midi, les principales rues de Péetrograd. Nous avons assisté à ce défilé ininterrompu, d'une fenêtre de la Sadovaïa, et jamais nous n'oublierons ce spectacle à la fois douloureux, écœurant et ridicule.

Imaginez une foule grise et terne qui se traîne en chantant, accompagnée d'orchestres divers, sous une innombrable théorie de bannières rouges.

Depuis l'aube, les casernes, les faubourgs, les camps

de prisonniers ont vomi leur lie humaine vers le centre de la capitale : c'est la revue générale des bas-fonds de la ville.

Des groupes de soldats armés et débrailés, des détachements de la garde rouge, des délégations des soviets, quelques-unes féminines, se suivent sans interruption. Tout ce monde glapit des chants révolutionnaires et internationalistes, tandis que les musiques, jouant des morceaux différents, produisent une épouvantable cacophonie.

Les unes grognent leur caricaturale Marseillaise ouvrière; les autres exécutent l'hymne véritable, aux accents



Combat entre la cavalerie russe et l'infanterie allemande.

duquel défilent les prisonniers austro-allemands. Tout le longs de la colonne paradent, en tête des diverses sections, les chefs révolutionnaires affublés de cravates et d'écharpe de soie rouge, ornées de nœuds énormes sur l'épaule ou sur le ventre. Il faut voir l'orgueil peint sur ces faces pour comprendre cette révolution manquée qui se perd faute d'avoir un idéal et une âme.

A tout instant, certains de ces individus s'abordent et se saluent avec cérémonie. Ah! ces têtes de rastaquouères asiatiques grimaçant sous les bonnets d'astrakan, ces torsos qui se cambrent fièrement, ces mains qui s'étreignent d'un geste prétentieux et burlesque, comme tout cela doit divertir les membres des délégations austro-allemandes qui viennent d'arriver ici! Mais pour nous, Français, quelle douleur et quelle rage nous mordent le cœur, à voir s'écouler cette boue humaine sur le pavé de Pétrograd!

Les bannières bariolées portent, entre autres devises, celles-ci : «A bas les Alliés» et «Vive la Commune!» L'or allemand a bien travaillé dans cette tourbe.»

Nous avons dit que les bruits de cet armistice produisit une impression pénible à l'Ouest. On n'a qu'à parcourir les journaux de notre pays de cette époque.

L'année 1917 finit d'une façon plutôt sombre, avec les prévisions d'une Allemagne renforçant son front ouest par des troupes venant de l'est, se trouvant devant la France exténuée, l'Italie désorganisée, l'Angleterre luttant avec des difficultés intérieures et l'Amérique pas encore prête.

Et sous ce ciel politique chargé de nuages, dans ces circonstances très graves et la difficulté toujours croissante de la vie il fallait être un optimiste convaincu pour oser encore essayer d'encourager les autres.

## L'EFFONDREMENT DE LA RUSSIE

Le 30 décembre donc la Russie fêta la paix qu'on était encore occupé à élaborer.

L'Allemagne était consciente de sa supériorité.

A la suite de l'armistice elle pouvait envoyer une délégation à Pétrograd pour y étudier la question de la reprise des relations économiques. Il y grouilla bientôt d'officiers et de techniciens, en civil ou en uniforme. Ces messieurs pouvaient envoyer leurs rapports sur la situation.

La Russie avait-elle encore une armée? De nom, oui. Les anciens officiers avaient pour la plupart été destitués

et les nouveaux étaient promus par élection. Un simple soldat devint général en chef. Les signes distinctifs du grade étaient abolis. C'est ainsi que le journal «Outro Rostii raconte qu'un lieutenant de la 3<sup>me</sup> armée fit une allocution à ses soldats, et des paroles, il passa aux actes. « Nous devons, s'écria-t-il, arracher ce qui sembla si cruel à nos camarades soldats, nos épaulettes d'officier». Et il les arracha en effet et les foula aux pieds, aux applaudissements bruyants de la foule. Puis le lieutenant-colonel Kamentchikoff, commandant intérimaire du régiment s'approcha du lieutenant et lui demanda de lui arracher aussi les épaulettes.

Kamentchikoff était un officier de profession.

Il était tout pâle et regarda le peuple qui attendait avec impatience un spectacle qu'il n'avait jamais vu. Le lieutenant arracha les épaulettes, les jeta par terre et les foula aux pieds. Le peuple jubila, hurla, trépigna.

Kamentchikoff devint plus pâle et plus nerveux. Ce qui arriva là était un véritable drame pour lui. Puis tous les officiers suivirent et subirent le même outrage.

Tout cela se passa sur une estrade, et parmi des papiers déchirés et des ordures jonchaient le sol ces épaulettes qui étaient auparavant l'emblème d'honneur chevaleresque et de dignité. La foule alla, par les rues arracher les épaulettes des sous-officiers qu'elle rencontra.

L'armée du front ouest était démoralisée.

Beaucoup de soldats désertèrent. N'était-ce pas la paix? Que resteraient-ils au front? Et puis, qui leur défendrait de désertir? N'était-ce pas tous égaux maintenant? La discipline était considérée comme de la tyrannie.

Les mitrailleuses, les fusils, les havre-sacs, les harnais, les canons, tout cela n'était que matériel de l'ancien régime, de meurtre et du capitalisme. Il n'y avait qu'à tout vendre donc, et beaucoup de soldats firent de bonnes affaires ou échangèrent leur butin contre de la vodka. Des pères et des fils s'en retournèrent dans leurs foyers, là-bas en Ukraine, et même plus loin. Le général Boutch-Brouevitch, chef d'état-major de Krylenko, dut faire un rapport sur la situation de l'armée.

Il conclut au désarroi complet : Nombre de levées étaient démobilisées. Beaucoup d'officiers capables et expérimentés avaient été écartés et remplacés par de nouveaux élus. Parmi les chevaux de la cavalerie et de l'artillerie régna une mortalité inquiétante.